

ASSEMBLÉE NATIONALE

18 juillet 2014

LUTTE CONTRE LE TERRORISME - (N° 2110)

Retiré

AMENDEMENT

N ° CL6

présenté par

M. Larrivé, M. Ciotti, M. Goujon et M. Frédéric Lefebvre

ARTICLE PREMIER

Compléter l'alinéa 10 par les deux phrases suivantes :

« Le cas échéant, l'autorité administrative peut aussi retirer la carte nationale d'identité. Un récépissé valant justification de l'identité est remis à la personne concernée. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Il est nécessaire que l'autorité administrative qui décide de soumettre un individu à une interdiction de sortie de territoire ait la faculté, non seulement de retirer le passeport, de la personne en faisant l'objet, mais aussi, si cela est nécessaire, sa carte nationale d'identité.

Un récépissé *ad hoc*, valant justificatif d'identité mais ne permettant pas de voyager à l'étranger, serait alors délivré à l'intéressé.